



FÉDÉRATION FRANÇAISE DE PSYCHIATRIE

Conseil National Professionnel de Psychiatrie

Président

Dr. B. ODIER

Secrétaire Général

Dr. E. WINTER

Secrétaire Générale Adjointe

Dr F. ROOS-WEIL

Trésorière

Dr M-Ch. CABIE

Trésorière Adjointe

Dr. D. ROCHE-RABREAU

Président élu

Dr. J-J. BONAMOUR du TARTRE

Président sortant

Dr J-J. LABOUTIERE

Président Fondateur

Dr S.D. KIPMAN

Anciens Présidents

Pr J.F. ALLILAIRE
Pr Ch. AUSSILLOUX
Dr H. BOKOBZA
Pr G. DAR COURT
Dr J. FORTINEAU
Dr J. GARRABE
Dr. N. GARRET-GLOANEC
Dr M. HORASSIUS
Dr N. HORASSIUS
Dr O. LEHEMBRE
Pr H. LOO
Pr Ph. MAZET
Dr J-Ch. PASCAL
Pr G. SCHMIT
Dr J.M. THURIN

Présidents des collèges du Conseil Scientifique

Recherche

Dr. J-M. THURIN

Psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent

Dr J. CHAMBRY

Psychopathologie

Dr I. SECRET-BOBOLAKIS

Thérapeutiques

Dr. J-J. BONAMOUR du TARTRE

Psychiatrie Médico-Légale

Dr P. PRAT

Psychiatrie et société

Dr M. GROHENS

Paris, le 6 décembre 2016

Madame Marisol TOURAINE
Ministère des Affaires Sociales
et de la Santé
14 Avenue Duquesne
75700 PARIS

Madame la Ministre,

Les gesticulations d'un groupe de parlementaires dont la proposition de résolution sur l'autisme va être examinée le 8 décembre prochain par la représentation nationale ne justifient pas, à elles seules, la démarche que nous faisons auprès de vous.

La déclaration du président Hollande au CNH en avril dernier avait été accueillie par la profession psychiatrique avec soulagement et espoir. En juin dernier, l'Élysée répondait à l'inquiétude de familles d'autistes en indiquant que la participation de la F.F.P. aux groupes de travail en garantissait la pluralité d'orientations.

Effectivement, la F.F.P. affirme sa participation au Conseil National de l'Autisme et dans les différents groupes de travail liés au 3^o plan. Elle envoie ses représentants dans les groupes de travail de l'H.A.S. qui préparent la future recommandation pour les autistes adultes, et qui vont revoir celles concernant le diagnostic précoce. Elle souscrit à l'intérêt d'une révision périodique de toute recommandation. Elle est prête pour les travaux du 4^o plan.

Aujourd'hui, sur le plan de la recherche clinique, elle s'apprête à réunir le 20 janvier prochain les protagonistes de la recherche soutenue par un PREPS (Évaluation des pratiques intégratives auprès des enfants autistes typiques et atypiques en unités de soins) pour en présenter un point d'étape à mi-parcours, présentation à laquelle vos collaborateurs ont été invités (sans réponses positives de leur part à la date d'aujourd'hui) ; elle s'engage actuellement dans une ré-évaluation de la méthode ABA et des outils dérivés; elle contribue à la diffusion de l'étude multicentrique sur les pratiques psychothérapeutiques dans l'autisme.

Cependant un certain nombre de faits restent tout à fait préoccupants.

L'inspection des hôpitaux de jour, que l'on croyait suspendue, reprend sans concertation. Certes elle permettra aux représentants de chaque ARS de s'informer sur le fonctionnement des hôpitaux de jour, et sur leurs pratiques fondées sur l'évaluation clinique et les interventions adaptées, et permettra de corriger l'image caricaturale qui en a été trop souvent donnée. Mais l'instruction D.G.O.S. qui préconise ces

inspections suggère aux ARS de procéder à un tri a priori, avant inspection, qui soulève une crainte de partialité.

Le 4° plan, dont le pouvoir avait fait miroiter le démarrage dès 2017, semble repoussé.

L'HAS ne publie aucun communiqué appelant à un bon usage de ses recommandations qu'elle laisse ustensiliser par des groupes de pression aux conflits d'intérêt maintes fois dénoncés. La F.F.P. voit ainsi confirmer les craintes qu'elle avait formulées dès le début des travaux _en 2011_ en attirant l'attention de la H.A.S. sur des biais qui pouvaient fragiliser les recommandations adoptées et exposer aux dérapages actuels. Rappelons-les brièvement pour que les mêmes erreurs ne soient pas répétées. La première réserve portait sur la trop grande étendue clinique de la recommandation et son absence de limites. La F.F.P. soulignait la grande diversité des symptomatologies rencontrées dans les T.E.D. et les T.S.A. Il n'est pas possible, en médecine, de mettre en évidence l'efficacité, même relative, des interventions si l'étude porte sur autant de formes cliniques et sur des trajectoires aussi longues. La F.F.P. avait dénoncé l'accent quasi exclusif mis sur les méthodes comportementales alors que les pratiques intégratives recevaient pourtant un accord d'expert. Elle avait enfin relevé les biais méthodologiques d'analyse de la littérature.

Enfin les professionnels s'alarment de la confusion qui est introduite à propos du **périmètre de l'autisme dont les limites semblent sans cesse étendues** comme le suggère l'inflation de la prévalence de l'autisme d'après les chiffres que l'on trouve sur le tout nouveau site officiel d'information.

Sur tous ces points, l'absence de concertation avec les professionnels des diagnostics, des soins, et des traitements des enfants et adultes autistes que sont les pédopsychiatres et les psychiatres dont les syndicats et les sociétés savantes sont regroupés dans la F.F.P. est incompréhensible et très dommageable.

Nous demandons à vous rencontrer pour renforcer un dialogue aujourd'hui si distant qu'il favorise l'attaque des structures de soins pédo-psychiatriques et psychiatriques: leur polyvalence, leur contribution à la prévention est pourtant la seule garantie possible d'une desserte en soins psychiatriques de l'ensemble des détresses psychiques de l'enfant, de l'adolescent et de l'adulte. Le maintien de leur accessibilité, de leur disponibilité et de leurs compétences est pourtant du ressort de vos services.

Restant à votre disposition, veuillez croire, Madame la Ministre, en l'expression de nos sentiments respectueux,

Docteur Jean CHAMBRY
Président du Collège
de Pédo-psychiatrie

Docteur Bernard ODIER
Président de la Fédération
Française de Psychiatrie